

*Brevets—Loi*

Nous avons vu de gros lapins sautiller pour saisir les grosses carottes que leur tendaient ce gouvernement et ses prédécesseurs libéraux; les lapins croquaient leurs carottes à belles dents et promettaient de créer d'innombrables emplois. Mais après avoir dévoré nos carottes, ces lapins filaient ailleurs, chez quelqu'un d'autre qui leur offrait des carottes encore plus grosses, ce qui faisait que seuls les ramasseurs de crottes de lapin avaient de l'emploi. Ils ne nous laissaient donc que des emplois minables.

Il est parfaitement ridicule de s'imaginer que les Canadiens font confiance à un gouvernement dont les membres déclarent avoir la foi. Ce n'est pas pour cette raison qu'ils ont été élus. Si c'est la foi qu'ils veulent, qu'ils regardent les commissions de Jimmy Swaggart. Mais, loin d'être de simples croyants, ils sont aussi des marchands de boniments. Vous l'avez sans doute remarqué, monsieur le Président, j'ai employé un euphémisme. M. Reisman ne me la fera pas; Jacques a dit! Ce sont eux qui débitent de gros boniments. Ce sont des marchands de boniments. Je dois m'en tenir à un langage parlementaire.

Pour répondre directement à mon collègue, le fait est que, de leur propre aveu, ils font confiance aux sociétés pharmaceutiques multinationales. Ils s'attendaient à ce que les Canadiens en fassent autant. En fait, on a mis leurs boniments à l'épreuve. L'autre endroit les a mis au pied du mur en demandant simplement de faire figurer ces promesses dans le projet de loi.

Ils se sont alors montrés sous leur vrai jour. On les a démasqués quatre jours après la fête des masques. Ils ne sont pas disposés à exercer la moindre pression sur leurs copains des conseils d'administration des sociétés multinationales et ils devraient avoir honte.

**Mme Mitchell:** Monsieur le Président, je me demande si mon collègue ne se montre pas un peu trop dur pour les pauvres députés conservateurs! Je veux dire, les voilà qui sont assis en face. Ils étaient 210, et maintenant 208, 207, 206 et leur nombre diminue tous les jours. Ils sont à peine un peu plus de 200. Ces pauvres conservateurs n'arrivent même pas à faire adopter leurs propres mesures législatives. Ils arrivent à peine à les faire adopter à la Chambre. La trentaine que nous sommes de ce côté-ci pouvons très bien leur tenir tête. Ensuite, ils ne réussissent pas à faire adopter leurs mesures à l'autre endroit. Ce projet de loi ne fait que passer d'un endroit à l'autre. Le député est peut-être un peu trop dur avec ces pauvres conservateurs. Après tout, ils n'ont pas ce qu'il faut pour gouverner.

Je voudrais bien qu'il se serve un peu de son esprit et de sa sagesse, qui sont considérables, pour parler un peu du parti libéral. Ne trouve-t-il pas curieux qu'à l'émission *Canada AM* ce matin, il y ait eu un débat entre une ancienne ministre de la Consommation et des Corporations, Judy Erola, qu'il connaît assez bien et qui prenait entièrement la part des sociétés pharmaceutiques, et le porte-parole du caucus libéral actuel, qui défendait l'opinion contraire? Comme je l'ai déjà dit, je suis certainement d'accord avec ce que celui-ci disait. Ensuite, ce projet de loi a été renvoyé au Sénat où les sénateurs libéraux qui veulent tout manipuler s'en sont occupés. Pourtant, le chef du parti libéral à la Chambre semble assurément vouloir s'en laver les mains. Que pense-t-il de la position du parti libéral et de ses anciens ministres?

**M. le vice-président:** Je sais que la députée est très éloquente, mais je voudrais lui rappeler qu'il ne reste qu'une minute à la période des questions et commentaires.

**M. Rodriguez:** Monsieur le Président, comment puis-je traiter de cette question en une minute? Je vais pourtant essayer. Moi aussi, j'ai regardé le spectacle offert ce matin par Punch et Judy. C'était à y perdre son latin, c'est le moins que l'on puisse dire.

Mon honorable collègue a fait allusion aux pauvres conservateurs et à la série de gaffes qu'ils ont commises à propos de ce projet de loi; il a rappelé qu'ils n'arrivent pas à le faire adopter par cet endroit, et que lorsqu'ils y arrivent enfin, ils n'arrivent pas à le faire adopter par l'autre endroit. Ce qui m'inquiète réellement, et je sais que cela inquiète également beaucoup de Canadiens d'un bout à l'autre du pays, c'est que cette meute est sortie de sa cage et est en train de négocier des accords de libre-échange.

**Mme Mitchell:** Cela vous effraie, n'est-ce pas?

• (1900)

**M. Rodriguez:** J'ai éprouvé une sainte frousse. Cela pourrait me faire devenir un ange. Je tiens à vous dire, monsieur le Président, que je ne rigole pas. Quelque mauvais penchant que j'aie pu avoir, cela m'en a corrigé immédiatement.

En ce qui concerne mes collègues à ma droite, je tiens à vous dire que je sympathise avec eux. Je comprends à quel point ils doivent être embarrassés. Je peux me représenter mon propre caucus. Mais il faut comprendre que la même personne, le même ex-ministre de la Consommation et des Corporations occupe maintenant un poste d'administrateur au conseil d'administration d'Inco. Tout cela s'emboîte. Je me sens blessé comme eux par ces façons de faire. Ils ont des gens qui viennent de leurs rangs, des ministres, et un des plus puissants ministres du gouvernement Trudeau qui vient de se faire lobbyiste à 100 000 \$ par année et voilà les libéraux qui se mettent à crier pour avoir une loi sur les lobbyistes. J'imagine combien ils peuvent se sentir blessés. Nos pauvres libéraux se portant à la défense des consommateurs, condamnant cette mesure alors qu'un ex-ministre s'efforce de les faire entrer dans le rang à coup de trique en organisant une manifestation à l'extérieur du lieu de leur conférence à Montréal pour embêter leur chef. J'ai de la peine pour eux. C'est une situation très gênante. Une question fort délicate. Le premier ministre du Québec exige l'adoption de ce projet de loi. C'est difficile à avaler. Je sais ce qu'ils peuvent ressentir. Ils ont toute ma compassion, toute ma sympathie.

[Français]

**M. le vice-président:** Débat. L'honorable député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) a la parole.

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre la parole sur un projet de loi aussi important et surtout de prendre la parole après le député de Nickel Belt (M. Rodriguez). Monsieur le Président, tout d'abord si on discute du fond des amendements, du fond du projet de loi C-22, je pense qu'il est très important de dire dans un premier temps que, malheureusement, le gouvernement conservateur dans ce dossier se fout éperdument des consommateurs et des consommatrices à ce niveau-là. Non seulement le gouvernement antérieur... un